

62314	Personnel salarié Maribel (hors assistant logistique)		62314	Loontrekkend Maribel personeel (uitgezonderd logistieke steun)	
62324	Personnel administratif Maribel (hors assistant logistique)		62324	Administratief Maribel personeel (uitgezonderd logistieke steun)	
62334	Personnel soignant Maribel (hors assistant logistique)		62334	Verplegend Maribel personeel (uitgezonderd logistieke steun)	
62344	Personnel paramédical Maribel (hors assistant logistique)		62344	Paramedisch Maribel personeel (uitgezonderd logistieke steun)	
62354	Autre personnel Maribel (hors assistant logistique)		62354	Ander Maribel personeel (uitgezonderd logistieke steun)	
62404	Personnel médical Maribel (hors assistant logistique)	62404 /5 à 9	62404	Medisch Maribel personeel (uitgezonderd logistieke steun)	62404 /5 à 9
62414	Personnel salarié Maribel (hors assistant logistique)	62414 /2 à 9	62414	Loontrekkend Maribel personeel (uitgezonderd logistieke steun)	62414 /2 à 9
62424	Personnel administratif Maribel (hors assistant logistique)	62424 /2 à 9	62424	Administratief Maribel personeel (uitgezonderd logistieke steun)	62424/ /2 à 9
62434	Personnel soignant Maribel (hors assistant logistique)	62434/ /5 à 9	62434	Verplegend Maribel personeel (uitgezonderd logistieke steun)	62434/ /5 à 9
62444	Personnel paramédical Maribel (hors assistant logistique)	62444/ /5 à 9	62444	Paramedisch Maribel personeel (uitgezonderd logistieke steun)	62444/ /5 à 9
62454	Autre personnel Maribel (hors assistant logistique)	62454/ /2 à 9	62454	Ander Maribel personeel (uitgezonderd logistieke steun)	62454/ /2 à 9

**Art. 5.** Dans l'annexe 2 à l'arrêté royal du 14 août 1987 précité, parmi les centres de frais à répartir, au point "2.2. Centres de frais auxiliaires", les modifications suivantes sont apportées :

1. Le centre de frais "130 à 139. Réadaptation fonctionnelle (à charge de l'hospitalisation)" est remplacé par le centre de frais "130 à 138. Réadaptation fonctionnelle (à charge de l'hospitalisation)";

2. Le centre de frais "139. Thérapie de relaxation" est introduit.

**Art. 6.** Le présent arrêté produit ses effets à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1999 sauf l'article 4 qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1998.

**Art. 7.** Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 novembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales,  
Mme M. DE GALAN

**Art. 5.** In bijlage 2 van het voorvermeld koninklijk besluit van 14 augustus 1987 worden, bij de te verdelen kostenplaatsen, in punt "2.2. Hulpkostenplaatsen", de volgende wijzigingen aangebracht :

1. De kostenplaats "130 tot 139. Funktionele readaptatie (ten laste van de verpleging)" wordt vervangen door de kostenplaats "130 tot 138. funktionele readaptatie (ten laste van de verpleging)";

2. De kostenplaats "139. Ontspanningstherapie" wordt ingevoegd.

**Art. 6.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1999 behalve artikel 4 dat uitwerking heeft met ingang van 1 juli 1998.

**Art. 7.** Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 november 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,  
Mevr. M. DE GALAN

F. 99 — 157

[C - 99/22007]

**11 JANVIER 1999. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 12 août 1994 déterminant les conditions d'octroi et le mode de répartition des subventions de l'Etat pour le service des soins de santé, organisé par les mutualités et les unions nationales de mutualités**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités, notamment l'article 27bis, inséré par la loi du 22 février 1998;

Vu l'arrêté royal du 12 août 1994 déterminant les conditions d'octroi et le mode de répartition des subventions de l'Etat pour le service des soins de santé, organisé par les mutualités et par les unions nationales de mutualités, modifié par les arrêtés royaux des 2 juillet 1996 et 19 juin 1997;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, émis le 13 juillet 1998;

Vu la délibération du Conseil des Ministres, le 24 juillet 1998 sur la demande d'avis dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 26 novembre 1998 en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

N. 99 — 157

[C - 99/22007]

**11 JANUARI 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 houdende vaststelling van de toekenningsvoorwaarden en de wijze van verdeling van de rijkstoelagen voor de dienst voor geneeskundige verzorging georganiseerd door de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen**

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 6 augustus 1990 betreffende de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen, inzonderheid op artikel 27bis, ingevoegd bij de wet van 22 februari 1998;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 houdende vaststelling van de toekenningsvoorwaarden en de wijze van verdeling van de rijkstoelagen voor de dienst voor geneeskundige verzorging georganiseerd door de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 2 juli 1996 en 19 juni 1997;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 13 juli 1998;

Gelet op de beraadslaging van de Ministerraad, op 24 juli 1998, betreffende de adviesaanvraag binnen een termijn van één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 26 november 1998, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 12 août 1994 déterminant les conditions d'octroi et le mode de répartition des subventions de l'Etat pour le service des soins de santé, organisé par les mutualités et les unions nationales de mutualités, modifié par l'arrêté royal du 2 juillet 1996, est remplacé par la disposition suivante:

« Article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>. Les subventions inscrites en application de l'article 27bis de la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités dans le budget du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, sous l'allocation de base 52.11.42.12, sont réparties entre les mutualités et les unions nationales de mutualités, qui ont organisé le service des soins de santé durant l'année précédente l'exercice budgétaire concerné en faveur des travailleurs indépendants et des membres des communautés religieuses qui ont adhéré volontairement à ce service pour les prestations de santé autres que celles prévues par le régime d'assurance soins de santé obligatoire qui les concernent.

§ 2. Les subventions sont réparties entre les unions nationales sur la base de la clé de répartition normative de l'année considérée, résultant de l'application de l'article 1<sup>er</sup>sexies et établie conformément à l'article 201 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, tenant compte des paramètres décrits à l'article 196, §§ 3 et 4, de la même loi.

Les éventuels résultats négatifs résultant de l'application de la clé de répartition normative susvisée, sont répartis entre toutes les mutualités ayant une subvention positive au prorata de cette subvention positive.

Les unions nationales répartissent ces subventions entre leurs mutualités affiliées suivant ces mêmes critères. Les subventions doivent être comptabilisées par les mutualités dans le même exercice que l'exercice budgétaire sur lequel elles sont imputées.

§ 3. Avant la fin de chaque trimestre, le Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement verse aux unions nationales de mutualités une avance égale à un quart du montant inscrit au budget de l'exercice en cours en application de l'article 27bis de la loi du 6 août 1990 précitée.

Cette avance est répartie entre les unions nationales proportionnellement aux subventions octroyées pour l'exercice budgétaire précédent.

Par dérogation à l'alinéa précédant, les trois avances trimestrielles pour l'année 1998 sont réparties entre les unions nationales proportionnellement aux subventions de l'année 1995 résultant de l'application du présent arrêté.

Les unions nationales répartissent cette avance entre leurs mutualités affiliées suivant ces mêmes critères. ».

**Art. 2.** L'article 1<sup>er</sup>quinquies du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 19 juin 1997, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 1<sup>er</sup>quinquies. Pour les années 1998, 1999, 2000, 2001, 2002 et 2003, la répartition des subventions, effectuée conformément aux dispositions de l'article 1<sup>er</sup>, est rectifiée comme suit :

1° pour les subventions de l'année 1998, les trois avances trimestrielles et la liquidation du solde sont chacune rectifiées par un huitième de la différence entre le montant résultant de l'application pour 1995 de l'article 1<sup>er</sup>, § 2, à l'union nationale considérée et le montant des subventions de l'année 1995, effectivement attribué à cette même union nationale en application de l'article 1<sup>er</sup>bis;

2° pour les subventions de l'année 1999, les trois avances trimestrielles et la liquidation du solde sont chacune rectifiées par un huitième de la différence entre le montant résultant de l'application pour 1995 de l'article 1<sup>er</sup>, § 2, à l'union nationale considérée et le montant des subventions de l'année 1995, effectivement attribué à cette même union nationale en application de l'article 1<sup>er</sup>bis;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Artikel 1 van het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 houdende vaststelling van de toekenningsvoorwaarden en de wijze van verdeling van de rijkstoelagen voor de dienst voor geneeskundige verzorging georganiseerd door de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 2 juli 1996, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Artikel 1, § 1. De met toepassing van artikel 27bis van de wet van 6 augustus 1990 betreffende de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen in de begroting van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, onder de basisallocatie 52.11.42.12 ingeschreven toelagen, worden verdeeld onder de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen, die de dienst geneeskundige verzorging gedurende het jaar dat het betrokken begrotingsjaar voorafgaat hebben ingericht voor de zelfstandigen en de leden van de kloostergemeenschappen die vrijwillig zijn toegetreden tot deze dienst voor de andere geneeskundige verstrekkingen dan die bepaald bij de regeling voor verplichte verzekering inzake geneeskundige verzorging welke op hen betrekking heeft.

§ 2. De toelagen worden verdeeld onder de landsbonden op basis van de normatieve verdeelsleutel van het beschouwde jaar, dat voortvloeit uit de toepassing van artikel 1sexies en vastgesteld overeenkomstig artikel 201 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, rekening houdend met de in artikel 196, §§ 3 en 4, van dezelfde wet gedefinieerde parameters.

De eventuele negatieve resultaten die voortvloeien uit de toepassing van de voornoemde normatieve verdeelsleutel, worden verdeeld tussen alle ziekenfondsen die een positieve toelage hebben pro rata van deze positieve toelage.

De landsbonden verdelen deze toelagen onder de bij hen aangesloten ziekenfondsen, overeenkomstig dezelfde criteria. De toelagen moeten door de ziekenfondsen geboekt worden in hetzelfde dienstjaar als het begrotingsjaar waarop zij aangerekend worden.

§ 3. Het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu stort vóór het einde van ieder kwartaal aan de landsbonden van ziekenfondsen een voorschot gelijk aan een vierde van het met toepassing van artikel 27bis van de voornoemde wet van 6 augustus 1990 in de begroting van het lopende dienstjaar ingeschreven bedrag.

Dit voorschot wordt onder de landsbonden verdeeld in verhouding tot de toelagen die toegekend zijn voor het voorafgaande begrotingsjaar.

In afwijking van het voorgaande lid, worden de drie driemaandelijke voorschotten voor het jaar 1998 onder de landsbonden verdeeld in verhouding tot de toelagen van het jaar 1995 die voortvloeien uit de toepassing van dit besluit.

De landsbonden verdelen dit voorschot onder de bij hen aangesloten ziekenfondsen overeenkomstig dezelfde criteria. ».

**Art. 2.** Artikel 1quinquies van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 19 juni 1997, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 1quinquies. Voor de jaren 1998, 1999, 2000, 2001, 2002 en 2003, wordt de verdeling van de toelagen, conform de bepalingen uit artikel 1, als volgt gecorrigeerd :

1° voor de toelagen van het jaar 1998 worden de drie driemaandelijke voorschotten en de liquidatie van het saldo elk gecorrigeerd met een achtste van het verschil tussen het bedrag ingevolge de toepassing voor 1995 van artikel 1, § 2, op de betrokken landsbond en het bedrag van de toelagen voor het jaar 1995 die bij toepassing van artikel 1bis daadwerkelijk aan deze landsbond werden toegekend;

2° voor de toelagen van het jaar 1999 worden de drie driemaandelijke voorschotten en de liquidatie van het saldo elk gecorrigeerd met een achtste van het verschil tussen het bedrag ingevolge de toepassing voor 1995 van artikel 1, § 2, op de betrokken landsbond en het bedrag van de toelagen voor het jaar 1995 die bij toepassing van artikel 1bis daadwerkelijk aan deze landsbond werden toegekend;

3° pour les subventions de l'année 2000, les trois avances trimestrielles et la liquidation du solde sont chacune rectifiées par un huitième de la différence entre le montant résultant de l'application pour 1996 de l'article 1<sup>er</sup>, § 2, à l'union nationale considérée et le montant des subventions de l'année 1996, effectivement attribué à cette même union nationale en application de l'article 1<sup>er</sup>ter;

4° pour les subventions de l'année 2001, les trois avances trimestrielles et la liquidation du solde sont chacune rectifiées par un huitième de la différence entre le montant résultant de l'application pour 1996 de l'article 1<sup>er</sup>, § 2, à l'union nationale considérée et le montant des subventions de l'année 1996, effectivement attribué à cette même union nationale en application de l'article 1<sup>er</sup>ter;

5° pour les subventions de l'année 2002, les trois avances trimestrielles et la liquidation du solde sont chacune rectifiées par un huitième de la différence entre le montant résultant de l'application pour 1997 de l'article 1<sup>er</sup>, § 2, à l'union nationale considérée et le montant des subventions de l'année 1997, effectivement attribué à cette même union nationale en application de l'article 1<sup>er</sup>quater;

6° pour les subventions de l'année 2003, les trois avances trimestrielles et la liquidation du solde sont chacune rectifiées par un huitième de la différence entre le montant résultant de l'application pour 1997 de l'article 1<sup>er</sup>, § 2, à l'union nationale considérée et le montant des subventions de l'année 1997, effectivement attribué à cette même union nationale en application de l'article 1<sup>er</sup>quater.

Les unions nationales procèdent à la correction des subventions attribuées aux mutualités affiliées auprès d'elles, suivant ces mêmes critères.

Pour l'application pour les années 1995, 1996 et 1997 de l'article 1<sup>er</sup>, § 2, il est respectivement tenu compte de la clé de répartition normative des années 1995, 1996 et 1997. ».

**Art. 3.** Un article 1<sup>er</sup>sexies, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 1<sup>er</sup>sexies. La subvention, à déterminer en application de la clé de répartition normative, de chaque mutualité pour le service des soins de santé, organisé par les mutualités et par les unions nationales de mutualités en faveur des travailleurs indépendants et des membres des communautés religieuses qui ont adhéré volontairement à ce service pour les prestations de santé autres que celles prévues par le régime d'assurance obligatoire soins de santé qui les concernent est calculée en multipliant la subvention normative unitaire de chaque mutualité par le nombre de bénéficiaires respectifs de chaque mutualité.

La subvention normative unitaire de chaque mutualité est constituée par le subsidie moyen par bénéficiaire toutes mutualités confondues, corrigé, pour chaque mutualité, par le montant de correction fixé en exécution de l'article 201 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, tenant compte des paramètres définis à l'article 196, §§ 3 et 4, de la même loi.

La subvention, à déterminer en application de la clé de répartition normative, visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est la grandeur  $N_m$  définie par :

$$N_m = \left( \frac{S}{n} + \text{cor}_m \right) \cdot n_m$$

où :

$S$  est le montant global des subventions de l'Etat accordé pour l'année considérée;

$\text{cor}_m$  est le terme de correction visé à l'alinéa 2, exprimé sous forme d'un montant en BEF par bénéficiaire;

$n_m$  est le nombre de bénéficiaires de la mutualité  $m$  au 30 juin de l'année considérée;

$n$  est le nombre de bénéficiaires de l'ensemble des mutualités au 30 juin de l'année considérée. ».

**Art. 4.** Un article 1<sup>er</sup>septies, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 1<sup>er</sup>septies. — Les termes  $\text{cor}_m$  et  $n_m$  sont donnés, chaque année, pour chaque mutualité, par Notre Ministre des Affaires sociales, sous forme d'un tableau, après avis du Conseil de l'Office de contrôle des mutualités et des unions nationales de mutualités. ».

**Art. 5.** Un article 1<sup>er</sup>octies, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 1<sup>er</sup>octies. La subvention, à déterminer en application de la clé de répartition normative, par union nationale est la somme des subventions, à déterminer en application de la clé de répartition normative, des mutualités affiliées après application de l'article 1<sup>er</sup>, § 2, alinéa 2. ».

3° voor de toelagen van het jaar 2000 worden de drie driemaandelijke voorschotten en de liquidatie van het saldo elk gecorrigeerd met een achtste van het verschil tussen het bedrag ingevolge de toepassing voor 1996 van artikel 1, § 2, op de betrokken landsbond en het bedrag van de toelagen voor het jaar 1996 die bij toepassing van artikel 1ter daadwerkelijk aan deze landsbond werden toegekend;

4° voor de toelagen van het jaar 2001 worden de drie driemaandelijke voorschotten en de liquidatie van het saldo elk gecorrigeerd met een achtste van het verschil tussen het bedrag ingevolge de toepassing voor 1996 van artikel 1, § 2, op de betrokken landsbond en het bedrag van de toelagen voor het jaar 1996 die bij toepassing van artikel 1ter daadwerkelijk aan deze landsbond werden toegekend;

5° voor de toelagen van het jaar 2002 worden de drie driemaandelijke voorschotten en de liquidatie van het saldo elk gecorrigeerd met een achtste van het verschil tussen het bedrag ingevolge de toepassing voor 1997 van artikel 1, § 2, op de betrokken landsbond en het bedrag van de toelagen voor het jaar 1997 die bij toepassing van artikel 1quater daadwerkelijk aan deze landsbond werden toegekend;

6° voor de toelagen van het jaar 2003 worden de drie driemaandelijke voorschotten en de liquidatie van het saldo elk gecorrigeerd met een achtste van het verschil tussen het bedrag ingevolge de toepassing voor 1997 van artikel 1, § 2, op de betrokken landsbond en het bedrag van de toelagen voor het jaar 1997 die bij toepassing van artikel 1quater daadwerkelijk aan deze landsbond werden toegekend.

De landsbonden verrichten de correctie van de toelagen aan de bij hen aangesloten ziekenfondsen, overeenkomstig dezelfde criteria.

Voor de toepassing voor de jaren 1995, 1996 en 1997 van artikel 1, § 2, wordt er respectievelijk rekening gehouden met de normatieve verdeelsleutel van de jaren 1995, 1996 en 1997. ».

**Art. 3.** Een artikel 1sexies, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd:

« Art. 1sexies. De met toepassing van de normatieve verdeelsleutel te bepalen toelage van elk ziekenfonds voor de dienst voor geneeskundige verzorging, ingericht door de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen voor de zelfstandigen en de leden van de kloostergemeenschappen die vrijwillig zijn toetreden tot deze dienst voor de andere geneeskundige verstrekkingen dan die voorzien bij de regeling voor verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging welke op hen van toepassing zijn, wordt berekend door het vermenigvuldigen van de unitaire normatieve toelage van elk ziekenfonds en het respectievelijk aantal rechthebbenden van elk ziekenfonds.

De unitaire normatieve toelage van elk ziekenfonds bestaat uit de gemiddelde toelage per rechthebbende, alle ziekenfondsen samen, gecorrigeerd, voor elk ziekenfonds, door het correctiebedrag zoals vastgesteld in uitvoering van artikel 201 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, rekening houdend met de in artikel 196, §§ 3 en 4, van dezelfde wet gedefinieerde parameters.

De met toepassing van de normatieve verdeelsleutel te bepalen toelage bedoeld in het eerste lid is de hoegrootheid  $N_m$  gedefinieerd door :

$$N_m = \left( \frac{S}{n} + \text{cor}_m \right) \cdot n_m$$

waar :

$S$  het globaal bedrag van de toegekende rijksstoelagen voor een bepaald jaar is;

$\text{cor}_m$  de correctieterm bedoeld bij het tweede lid, uitgedrukt als een bedrag in BEF per rechthebbende is;

$n_m$  het aantal rechthebbenden voor het ziekenfonds  $m$  op 30 juni van het in aanmerking genomen jaar is;

$n$  het aantal rechthebbenden van het geheel van de ziekenfondsen op 30 juni van het in aanmerking genomen jaar is. ».

**Art. 4.** Een artikel 1septies, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Art. 1septies. — De termen  $\text{cor}_m$  en  $n_m$  worden, voor elk jaar, voor elk ziekenfonds, door Onze Minister van Sociale Zaken gegeven, onder de vorm van een tabel, na advies van de Raad van de Controledienst voor de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen. ».

**Art. 5.** Een artikel 1octies, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Art. 1octies. De met toepassing van de normatieve verdeelsleutel te bepalen toelage per landsbond is de som van de met toepassing van de normatieve verdeelsleutel te bepalen toelagen van de aangesloten ziekenfondsen na toepassing van artikel 1, § 2, tweede lid. ».

**Art. 6.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 1998.

**Art. 7.** Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 11 janvier 1999.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales,

Mme M. DE GALAN

**Art. 6.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1998.

**Art. 7.** Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 11 januari 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,

Mevr. M. DE GALAN

F. 99 — 158

[C - 99/22006]

**11 JANVIER 1999.** — Arrêté ministériel fixant, pour l'année 1995, le montant de correction et le nombre de bénéficiaires par mutualité, en vue de la répartition des subventions de l'Etat pour le service des soins de santé, organisé par les mutualités et par les unions nationales de mutualités en faveur des travailleurs indépendants et des membres des communautés religieuses qui ont adhéré volontairement à ce service pour les prestations de santé autres que celles prévues par le régime d'assurance obligatoire soins de santé qui les concernent

Le Ministre des Affaires sociales,

Vu la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités, notamment l'article 27bis, inséré par la loi du 22 février 1998;

Vu l'arrêté royal du 12 août 1994 déterminant les conditions d'octroi et le mode de répartition des subventions de l'Etat pour le service des soins de santé, organisé par les mutualités et par les unions nationales de mutualités, modifié par les arrêtés royaux des 2 juillet 1996, 19 juin 1997 et 11 janvier 1999;

Vu l'avis du Conseil de l'Office de contrôle des mutualités et des unions nationales de mutualités, émis le 13 juillet 1998;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, émis le 13 juillet 1998;

Vu la délibération du Conseil des Ministres, le 24 juillet 1998 sur la demande d'avis dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 26 novembre 1998 en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les termes  $cor_m$  et  $n_m$  pour l'année 1995, visés à l'article 1<sup>er</sup>septies de l'arrêté royal du 12 août 1994 déterminant les conditions d'octroi et le mode de répartition des subventions de l'Etat pour le service des soins de santé, organisé par les mutualités et par les unions nationales de mutualités, sont donnés, pour chaque mutualité, par le tableau en annexe.

N. 99 — 158

[C - 99/22006]

**11 JANUARI 1999.** — Ministerieel besluit tot vaststelling, voor het jaar 1995, van het correctiebedrag en het aantal rechthebbenden per ziekenfonds, ter verdeling van de rijkstoelagen voor de dienst voor geneeskundige verzorging ingericht door de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen voor de zelfstandigen en de leden van de kloostergemeenschappen die vrijwillig zijn toetreden tot deze dienst voor de andere geneeskundige verstrekkingen dan die voorzien bij de regeling voor verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging welke op hen van toepassing zijn

De Minister van Sociale Zaken,

Gelet op de wet van 6 augustus 1990 betreffende de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen, inzonderheid op artikel 27bis, ingevoegd bij de wet van 22 februari 1998;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 houdende vaststelling van de toekenningsvoorwaarden en de wijze van verdeling van de rijkstoelagen voor de dienst voor geneeskundige verzorging georganiseerd door de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 2 juli 1996, 19 juni 1997 en 11 januari 1999;

Gelet op het advies van de Raad van de Controledienst voor de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen, uitgebracht op 13 juli 1998;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 13 juli 1998;

Gelet op de beraadslaging van de Ministerraad, op 24 juli 1998, betreffende de adviesaanvraag binnen een termijn van één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 26 november 1998 met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State,

Besluit :

**Artikel 1.** De termen  $cor_m$  en  $n_m$  voor het jaar 1995, bedoeld in artikel 1septies van het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 houdende vaststelling van de toekenningsvoorwaarden en de wijze van verdeling van de rijkstoelagen voor de dienst voor geneeskundige verzorging georganiseerd door de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen, worden afgeleid, voor elk ziekenfonds, uit de tabel in bijlage.